

International

IRAN, ISRAËL ET ETATS-UNIS : LE TRIANGLE INFERNAL

Farid Vahid

15/04/2021

Si le changement d'administration à Washington a permis la reprise des pourparlers sur le nucléaire entre notamment les États-Unis et l'Iran, nombre d'acteurs manifestent de différentes manières leur opposition à cette reprise des négociations et donc à un éventuel nouvel accord. Farid Vahid, directeur de l'observatoire de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient de la Fondation, décrypte les enjeux et les actions des principaux protagonistes de ce nouvel acte des relations États-Unis-Iran.

Après quatre années de « pression maximale » de l'administration Trump causant une grave crise économique en Iran, le gouvernement iranien espère un retour de Washington au Plan d'action global commun signé le 14 juillet 2015 entre l'Iran et les pays du P5+1 (Chine, États-Unis, France, Royaume-Uni, Russie, et Allemagne). Avec la prise de fonctions de Joe Biden le 20 janvier dernier, les tensions, qui avaient atteint un pic à la suite de l'assassinat du général Soleimani à Bagdad le 3 janvier 2020, ont nettement baissé entre l'Iran et les États-Unis. De plus, l'équipe de politique étrangère et de sécurité nationale du nouveau président américain connaît parfaitement bien le JCPoA (Joint Comprehensive Plan of Action, accord de Vienne sur le nucléaire iranien ou plan d'action conjoint) et l'interlocuteur iranien, ayant elle-même négocié l'accord sous la présidence de Barack Obama.

Si durant les premières semaines de la nouvelle administration américaine certains observateurs doutaient de la volonté réelle des États-Unis de retourner rapidement à l'accord de Vienne, les efforts diplomatiques de ces derniers jours montrent le contraire. En effet, depuis la première semaine d'avril, Iraniens et Américains négocient indirectement à Vienne. Les autres signataires de l'accord, et plus spécifiquement l'Union européenne, se sont positionnés comme médiateurs entre les deux parties. Les négociations se poursuivent à Vienne où deux commissions sont chargées de définir un agenda pour la levée des sanctions américaines et un autre pour que l'Iran respecte de nouveau pleinement ses engagements nucléaires selon le JCPoA. La délégation iranienne est composée d'Abbas Araghchi qui la préside, directeur politique du ministère des Affaires étrangères iranien, accompagné de hauts responsables du ministère du Pétrole et de la Banque centrale

iranienne. Côté américain, c'est Robert Malley qui représente les États-Unis. Les deux avaient déjà joué un rôle important lors des négociations ayant abouti à la signature du JCPOA en 2015.

L'enjeu des négociations en cours à Vienne est de se mettre d'accord sur un agenda et sur les étapes qui mèneront à un retour effectif de tous les signataires à l'accord nucléaire. Les Iraniens ont en effet pris la décision de réduire leur engagement suite à la sortie unilatérale des États-Unis du JCPOA le 8 mai 2018. L'Iran enrichit actuellement son uranium à 20%, niveau nettement supérieur à la limite fixé par l'accord. Téhéran a également limité l'accès des agents de l'Agence internationale de l'énergie atomique suite à l'adoption en décembre dernier du projet de loi « Action stratégique pour la levée des sanctions et la protection des droits du peuple iranien » par le Parlement iranien à majorité conservatrice.

Si l'on peut dire avec prudence que les négociations actuelles se déroulent bien, il faut comprendre que de nombreuses forces ne veulent pas qu'elles aboutissent ; à commencer par les conservateurs des deux pays, mais également certains pays de la région, dont font partie Israël et l'Arabie saoudite. Un rapprochement entre Washington et Téhéran et la levée des sanctions économiques permettraient effectivement à l'Iran de redresser son économie et de poursuivre ses ambitions régionales, ce qui n'est pas du goût de Tel Aviv et de Riyad. C'est dans ce contexte qu'il faut analyser les récentes actions israéliennes à l'égard de l'Iran. Le 6 avril dernier, un navire iranien appartenant aux Gardiens de la révolution et qui transférait des armes pour les Houthis au Yémen a été attaqué dans la mer Rouge. D'autres navires et pétroliers iraniens et israéliens ont depuis été sabotés ou attaqués dans le golfe Persique et en Méditerranée, constituant un nouvel épisode dans le conflit qui oppose l'Iran à Israël.

Mais l'attaque la plus surprenante est intervenue le 11 avril dans le complexe nucléaire de Natanz où l'Iran enrichit son uranium. Véritable forteresse sécuritaire, le succès et la complexité de cette attaque illustrent notamment le degré d'infiltration du Mossad dans les services de renseignements iraniens, situation inquiétante pour les dirigeants de la République islamique. Une explosion aurait mis hors service le système d'électricité, nécessaire au bon fonctionnement des centrifugeuses, et aurait ainsi détruit « plusieurs milliers » de centrifugeuses selon le président du Centre des recherches du Parlement iranien. Il est intéressant de comprendre l'objectif d'une telle opération. S'il est possible que cette attaque ralentisse le programme nucléaire iranien, l'industrie nucléaire iranienne ne sera pas pour autant détruite par de telles opérations.

Au contraire, les Iraniens ont bien saisi la nécessité d'avoir des atouts à faire valoir dans les négociations. Ce type d'opération va donc pousser Téhéran à adopter une ligne plus dure et à renforcer ses activités nucléaires. Dans une lettre adressée à Rafael Grossi, directeur exécutif de

l'Agence internationale de l'énergie atomique, Abbas Araghchi a annoncé que l'Iran enrichirait l'uranium à 60% à partir du 14 avril, date de la reprise des négociations à Vienne. De plus, l'Iran a annoncé sa volonté d'enrichir l'uranium avec des centrifugeuses plus sophistiquées (IR-4 et IR-6) que celles qui ont été touchées dans l'explosion de Natanz. Il est donc clair que le véritable objectif des récentes actions israéliennes envers l'Iran est de ralentir le rapprochement entre Téhéran et Washington et de perturber les efforts diplomatiques en cours à Vienne.

En Iran, les conservateurs font de plus en plus pression sur les négociateurs iraniens à Vienne, demandant même aux diplomates iraniens de quitter les pourparlers. En réaction aux critiques, le ministre des Affaires étrangères iranien, Javad Zarif, a déclaré sur sa page Instagram : « Je suis déterminé à ne pas me présenter aux élections. Mais la persistance des pressions, du harcèlement, des calomnies et des menaces a l'effet inverse sur cette détermination. » Il est trop tôt pour le dire, mais une éventuelle réussite des négociations de Vienne pourra amener le ministre iranien des Affaires étrangères à se présenter à l'élection présidentielle du 18 juin. Quoi qu'il en soit, il est certain que la suite des négociations aura un effet direct sur l'élection présidentielle iranienne.

Une autre question qui mérite d'être examinée attentivement est de savoir si les États-Unis étaient impliqués ou au courant du plan israélien. C'est du moins ce que pensent les conservateurs iraniens, qui affirment que Washington et Tel Aviv jouent au « bon flic, mauvais flic », en confiant aux Israéliens le « sale boulot » et en permettant à la délégation américaine de profiter de l'affaiblissement de Téhéran à la table des négociations. Toutefois, il est plus probable qu'Israël ait agi seul et sans la complicité des États-Unis. L'attaque a eu lieu alors que Lloyd Austin, secrétaire américain à la Défense, se trouvait en Israël pour discuter de l'Iran et de la région avec les responsables israéliens. Si l'attaque a effectivement eu lieu sans l'accord des États-Unis, le *timing* de cette action est également un avertissement adressé à l'administration Biden. Si les États-Unis n'ont pas les moyens ou la possibilité de mettre la pression sur Israël afin d'arrêter ce type d'actions, Washington peut en revanche accélérer les négociations en vue d'une levée des sanctions plus rapide.

Certains analystes estiment que la stratégie israélienne vis-à-vis de l'Iran est une situation gagnant-gagnant pour l'État hébreu. Si l'Iran réagit à ces provocations, cela pourrait compromettre les négociations avec les États-Unis et rendre encore plus difficile la levée des sanctions, si nécessaire à l'État iranien. Et si l'Iran ne réagit pas, il subira des humiliations et les dommages causés à son industrie nucléaire. Ce raisonnement peut sembler logique à court terme mais pas à moyen et long terme. L'Iran réagira tôt ou tard aux attaques israéliennes. Déjà, le 13 avril, un navire marchand israélien a été attaqué par un missile iranien dans le golfe Persique, selon des **sources** de sécurité israéliennes. Les responsables israéliens pensent avoir le contrôle sur les tensions entre

les deux pays, mais chaque événement de ce type peut être la goutte d'eau qui fait déborder le vase.

L'Iran n'a pour l'instant aucun intérêt à entrer dans un conflit direct avec Israël, sa priorité étant la levée des sanctions, une reprise économique et la gestion de la crise sanitaire. C'est dans cette même logique que Téhéran n'a pas eu une forte réaction à l'assassinat du général Soleimani l'année dernière. Mais la situation peut rapidement changer dès que les responsables iraniens estimeront que les négociations ne permettront pas d'atteindre les buts fixés. En outre, l'élection présidentielle du 18 juin prochain en Iran pourrait changer radicalement la situation. En cas de victoire d'un candidat conservateur, Téhéran pourrait décider d'interdire aux agents de l'AIEA l'accès aux sites nucléaires. L'Iran pourra également activer son réseau dans toute la région, du Yémen au Liban, en passant par l'Irak et la Syrie, afin de faire davantage pression sur les pays occidentaux tout en se rapprochant de la Russie et de la Chine. Si certains pensent que même un président conservateur sera contraint de négocier avec les États-Unis, il semble néanmoins évident qu'il est plus facile pour les Occidentaux de négocier avec les réformistes.

Il est également nécessaire de comprendre la situation très compliquée de la politique intérieure iranienne. Les sanctions, la quatrième vague de Covid-19 qui touche l'Iran, mais aussi la corruption et l'incompétence de certains fonctionnaires et les manques de liberté ont provoqué un très fort mécontentement au sein de la population iranienne. En l'état actuel des choses et sans évolution significative du dossier nucléaire, le taux de participation à l'élection présidentielle pourrait être historiquement bas, signe d'un véritable échec démocratique et d'une crise politique profonde. Les prochaines semaines et mois sont d'une importance cruciale pour l'Iran, mais également pour toute la région. Il est à présent nécessaire d'apaiser les tensions par la diplomatie et de parvenir à une solution pour le respect total du JCPOA par tous les signataires de l'accord. Une réussite qui pourra poser les bases de futures négociations. À défaut, la stabilité du Moyen-Orient pourrait être davantage encore menacée.